

CHAPITRE 8

Technoland

– Dis, papa, réponds-moi : serai-je un jour haut techno, comme toi? Ce serait mon vœu le plus cher.

– Ah, fiston, tu fais palpiter mon vieux cœur sensible sous sa rude écorce, à te voir ainsi désireux de suivre ma royale trace... Oui, je te souhaite de devenir un techno de haute pointure, mon fils.

– Que dois-je faire pour parvenir à ce top niveau socio-culturel, papa?

– D'abord bosser, fiston aimé. Chez nous, on réussit : profite-en pour devenir le premier de ta classe. Inutile pour cela de trop réfléchir, il suffit de te bourrer les joues comme un hamster et de tout régurgiter au bon moment. Médite ce principe et fais-le tien, il te servira toujours.

– Et ensuite, dear papy?

– Ensuite, tu feras les grandes écoles. Car ce

sont les grandes écoles qui font les grands commis.

Bien vu, monsieur papa. Nos grandes écoles – que le monde entier nous envie – fabriquent et mettent en circulation, chaque année, des fournées de grands – et de petits – commis. Ce système bien particulier à la France (il n'existe pratiquement pas en Allemagne, en Angleterre ou aux USA, par exemple) doit son origine à la nature de notre État, centralisateur et super-jacobin, et à sa volonté de posséder une fonction publique supposée indépendante du politique. Il obéit aussi au désir de sélectionner une élite républicaine où n'interviendrait pas l'origine sociale mais seulement le talent. Enfin, il *devait* son origine et *correspondait*... car les choses ont bien changé.

Au fil du temps, ces objectifs se sont effrités, pour ne plus constituer que des vœux pieux. Les hauts technos fils de prolos se comptent sur les doigts d'une seule main, au point qu'on les cite comme des curiosités, tandis que se sont tressés avec le politique des liens épais comme des cordages.

Mais suivons l'irrésistible ascension de notre jeune et talentueux sujet. Après une intensive « prépa » où il aura ingurgité puis régurgité à mort, il franchira fièrement le seuil d'une des « grandes » écoles aux noms prestigieux : ENA, Polytechnique, X Mines, X Ponts, etc.

Emboîtons-lui particulièrement le pas dans les grandes écuries du roi, je veux dire la célébrissime (du moins dans l'Hexagone) École nationale d'administration, l'ENA. On y entre avec le titre de fonctionnaire stagiaire, non pour se plonger dans le bain d'une fonction précise mais pour s'imprégner d'une culture, car la formation qu'on y reçoit est très générale.

La formation à quoi, d'ailleurs? À une certaine vision, à une certaine pratique. Le futur fonctionnaire titulaire est accablé d'une succession de brefs savoirs qu'on ne lui laisse pas le temps d'assimiler réellement. Il doit rapidement s'imprégner de la règle du jeu, qu'on pourrait formuler en ces termes d'une effroyable simplicité : « Qu'est-ce que le jury attend de moi? Comment dois-je me comporter pour que mes examinateurs comprennent vite que j'appartiens à leur monde, que je suis un des leurs, un initié? » De hamster, notre cher garçon est devenu renard.

CANNIBALES DE L'ÉTAT

Ce n'est donc pas une école de la compétence mais de la stratégie individuelle. Ce qui importe avant tout, c'est de savoir évaluer vite une situation et s'y adapter – adaptation, voilà le maître mot, il est dans les têtes même s'il n'est jamais sur les langues.

Le jeune homme qui sort de cet auguste moule est taillé sur mesure, tel un costard haut de gamme, et sa famille n'a plus de soucis à se faire : il saura se débrouiller comme un chef pour assurer sa carrière, quitte à renoncer à ses convictions. Mais sans doute les a-t-il abandonnées au vestiaire, en entrant. On n'a pas formé un grand commis mais un grand caméléon.

– Papa, maintenant que me voilà frais émoulu de ma grande école, que vais-je devenir?

– Tu vas entrer dans un grand corps, mon fils.

« Grande » école. « Grand » corps... On ne donne pas dans le rabougri, chez les futurs décideurs de la Nation.

Le placement de nos élites en herbe, on le sait, dépend de leur rang de sortie. Schématiquement, les premiers, dans le haut de la botte, choisissent ce qu'ils veulent, les autres, ceux du talon, se

CANNIBALES DE L'ÉTAT

partagent les restes. L'auguste empoignade a commencé.

Les grands corps, ce sont l'inspection des Finances, le Conseil d'État, la Cour des comptes. Ah que d'avantages présentent ces luxueuses pantoufles! On n'y travaille pas comme des forcenés, on a une bonne qualité de vie, on bosse pratiquement à mi-temps... Prenons le Conseil d'État : c'est une super-charentaise pleine d'avantages, où il n'y a pas de hiérarchie, seule fonctionne l'ancienneté, donc pas de chef pour vous surveiller, vous titiller ou vous sanctionner. Vive la liberté!

Autre avantage de ces grands corps : à tout moment, on a le loisir de prendre ses cliques et ses claques, d'aller voir ailleurs si l'herbe est plus verte. Seulement voilà, on n'est pas parti, on n'est que « détaché », nuance de taille... Cela signifie qu'à tout moment, si on a du vague à l'âme ou, plus prosaïquement, si on a pris une gamelle ailleurs, on revient s'asseoir à une place restée chaude! Ce précieux filet de protection n'est d'ailleurs pas particulier aux grands corps, puisque dans tous les ministères, on peut ainsi sortir par la porte et rentrer par la porte-fenêtre.

L'ennui, c'est que ce système du repli élastique rend les hommes bien inégaux, en particulier dans

le domaine politique. Prenons le cas de deux messieurs qui, à la fin de leur mandat électif, se présentent de nouveau aux suffrages de leurs concitoyens. L'un était auparavant cadre supérieur dans une boîte qu'il a quittée, et l'autre haut fonctionnaire détaché. En cas de défaite, le premier se trouvera en proie au douloureux problème de recyclage, avec l'ANPE en point de mire, tandis que l'autre, la bouche en cœur, tranquille comme Baptiste, regagnera son administration d'origine. Dans la plupart des autres pays, ce curieux système n'existe pas.

Les grands corps étant d'une telle porosité, on conçoit que les plus « belles » carrières consistent à passer quelque temps dans l'un d'entre eux, où l'on fera simplement acte de présence, puis de la quitter pour devenir, par exemple, directeur d'administration centrale dans un ministère, ensuite de revenir pour quelque temps à la maison-mère, pour rebondir vers un autre ministère plus porteur... De saut de puce en saut de puce, cette noble bougeotte en forme de trampoline permettra de faire carrière. Il faut avoir l'âme sacrément chevillée au service public pour passer de longues années dans un grand corps alors que tant de jeunes ambitieux grimpent allègrement les mar-

ches de la gloire, n'y faisant que de furtives apparitions...

Mais on peut aussi emprunter d'autres passerelles, celles qui mènent du public au privé. Là encore, si on prend un gadin, on retrouvera aussitôt son cher bureau au Conseil d'État ou à la Cour des comptes. La belle vie, en somme, avec bouée de sauvetage à tous les étages...

Hélas, de telles pratiques ne suscitent pas la création d'une élite au courage à toute épreuve. On devine qu'au premier coup de tabac, ils s'enfuiront comme des lapins pour retrouver leurs chers « grands » terriers...

Être techno, ce n'est pas seulement pagayer habilement pour mener à bien sa carrière. C'est aussi s'imprégner d'un certain mode de pensée, hautement revendiqué au demeurant.

Un techno digne de ce nom est sûr de lui, car il sait qu'il constitue l'élite de la nation. Il est persuadé de posséder la solution de tous les problèmes, même – et surtout – s'ils ne lui ont pas encore été posés. Sinon, à quoi lui aurait servi de s'être donné le mal d'entrer puis de sortir d'une grande école et d'appartenir (ou d'avoir appartenu) à un grand corps?

Il est d'autant plus sûr de lui qu'il représente une petite partie de la continuité de l'État, comme d'autres se croient les possesseurs d'un petit morceau de la Croix de Lorraine. Les régimes passent, l'État reste, et notre high techno, impavide, immuable, efficace, redoutablement efficace, reste aussi.

Lui, il travaille pour le progrès et le bien commun. Tout simplement. D'où, souvent, sa morgue et son agacement à devoir non pas rendre des comptes (une telle mésaventure ne lui arrivera pratiquement jamais) mais tout simplement à expliquer ce qu'il fait.

D'où aussi, en prime, une certaine pratique du secret. On ne communique pas les projets en cours, fût-ce à un élu – et en fait, surtout pas à un élu – on ne dévoile rien aux laborieuses populations dont on fait le bonheur : qu'elles se contentent d'accepter et de dire merci, celles-là ! C'est pourquoi notre techno sera stupéfait et se sentira profondément outré s'il voit un bouseux de maire ou une quelconque débile association de loquedus oser lui demander des chiffres ou des schémas. Quelle audace ! Non, mais mon cher, où va-t-on ?

Détentrice du savoir absolu, la technocratie se sent à ce point légitime qu'elle trouve parfaitement logique d'être juge et partie. C'est ainsi que les structures de production des grands organismes et leurs systèmes de contrôle sont confiés aux mêmes hommes. Nous avons vu le cas de la navigation fluviale et de la Drire. Dans le domaine du nucléaire, j'avais préconisé que l'on fasse appel à des fonctionnaires européens pour contrôler la mise en sécurité des centrales. Les pouvoirs publics ont refusé avec indignation et c'est toujours EDF, le producteur, qui est en même temps le contrôleur, selon ce principe qu'il serait le meilleur responsable de ce qu'il fait lui-même. Quand on voit l'obscurité, le manque d'information dont s'entourent les problèmes du nucléaire, il est permis d'en douter... Plus généralement, cette thèse pour le moins discutable s'oppose à celle de la séparation des pouvoirs, chère à Montesquieu et qui semble indispensable à tout État bien organisé : celui qui contrôle ne doit pas être le même que celui qui exécute, ne serait-ce que parce qu'un regard externe, non engagé, est toujours préférable et supposé plus objectif.

Passant d'une grande administration à l'autre, les hauts responsables tissent des amitiés et des liens, qui se transforment parfois en confréries. C'est ce qui explique, par exemple, que non seulement on ne se critique pas ouvertement d'administration à administration — ce serait indécent — mais qu'on répugne à considérer qu'on puisse être responsable devant ses pairs : ce serait odieux ! Ainsi se crée une grande famille sereine et sans souci, car bénéficiant de fait du droit à l'impunité.

L'appartenance à la confrérie se manifeste par d'autres signes. Prenons le simple exemple des voyages des hauts fonctionnaires du logement. Normalement, lorsqu'il faut les envoyer participer à un congrès (sur l'avenir du logement social dans le monde, par exemple) on doit remplir une bonne centaine de formulaires et de justificatifs. C'est long et compliqué. Pour aller plus vite, il est plus simple de demander aux organismes HLM de s'en charger. Ce sont eux qui paient les billets. Par générosité ? Que non pas, ils reçoivent une subvention pour cela. Non, c'est simplement parce que ça va plus vite. Pourquoi pas, dira-t-on ? Certes. Seulement, on crée ainsi un petit maillage de services rendus et d'ascenseurs renvoyés. Et on

retrouve la même pratique un peu partout, par exemple entre l'EDF et les fonctionnaires du nucléaire. Le petit service devient une pratique, réservée à une « élite ».

Autre signe de l'appartenance à une confrérie : le clonage. Je dois avouer à ma grande honte qu'après quelques années au contact — parfois rugueux — de quelques hautes administrations, j'ai parfois l'impression de rencontrer les mêmes personnes à des endroits différents. En fait, ils ne se sont pas reproduits mais ont échangé leurs places. Face à cette grande, amicale et interchangeable famille, le pauvre petit élu se sent parfois bien isolé...

Pour se protéger du monde extérieur — globalement, de tout ce qui n'est pas elle — la techno utilise son arme suprême : la norme. Autrement dit le règlement, le calibrage, la nomenclature. Certes, ceux-ci sont indispensables au fonctionnement de la machine sociale. Toute décision politique, pour être mise en œuvre, doit passer par la mise en place de repères, de cadres d'application. C'est logique. Ce qui l'est moins, c'est que les règlements qui organisent cette mise en application, par leur nombre, leur complexité, en vien-

CANNIBALES DE L'ÉTAT

ment à fausser le sens de la décision politique voire, parfois, à la paralyser et la réduire à néant. C'est ce qu'on a vu par exemple pour les cafés musique.

Évidemment, la techno pourrait desserrer l'étau, se montrer moins tatillonne, moins normative. Mais cela risquerait de se traduire par une perte d'une once de son pouvoir, et quel est le corps social qui serait assez fou pour souhaiter perdre cette précieuse once? Tout naturellement, il tend au contraire à ajouter des kilos et des kilos dans la balance...

Normaliser, calibrer, réglementer, c'est bien. Coder, c'est mieux. Le codage est la marque suprême de la confrérie, de l'initiation, du pouvoir. Certains règlements sont si méandres, énigmatiques, inaccessibles aux non-initiés, qu'on a parfois l'impression que « les énarques parlent aux énarques ».

L'existence même de ce codage traduit la pensée dominante de la technocratie.

Je crois qu'on pourrait la définir ainsi : de grandes règles doivent s'imposer à tous de façon naturelle. Des Tables de la Loi new-look, en quelque sorte. Quand cette pensée dicte qu'il faut réguler, par exemple, aussitôt les grandes adminis-

CANNIBALES DE L'ÉTAT

trations de mission genre Datar en font leur culture.

C'est ainsi qu'on ne jure depuis les années soixante-dix que par la mode libérale, assaisonnée aux goûts du jour successifs - néo-reaganisme, néo-thatchérisme, pensée para-nippone... Et puis le temps passant, on se rendra compte que malheureusement, les événements ne se plient pas aux grandes théories, alors on changera de cheval et les Tables tourneront... jusqu'à la prochaine fois. On est plus près du spiritisme que de l'esprit critique.

Plus profondément, cela procède à l'approche scientifique des choses : si c'est mathématiquement prouvé, c'est juste. Car la science résoudra tous les problèmes. Quelques bonnes équations économiques et le marché reprendra vigueur, les chômeurs trouveront du travail et les pauvres des logements, c'est si simple! On fait des calculs, des projections, on annonce des super-plans à coups de trompettes...

Mais on a tout faux. La relance n'est pas au rendez-vous, les chômeurs croissent et se multiplient, la crise du logement bat de plus belle... et nos super-technos se grattent la tête. Que faire? Heureusement, ils ont une nouvelle théorie venue

d'ailleurs à appliquer... laquelle à son tour ne tarde pas à foirer lamentablement.

Forcément, puisque le scientisme n'est pas la science, c'en est même son contraire, car la pensée scientifique inclut l'incertitude, la relativité, la complexité. Et pour une autre raison non moins simple, c'est que les sociétés humaines sont complexes, à la mesure des hommes eux-mêmes.

Pourquoi, alors, se cramponner si fébrilement à ces modèles aussi prétentieux que catastrophiques?

Je dirai : faute de mieux. Le mieux, ce serait l'imagination, ce qu'ils n'ont pas, ou pire, la résolution des conflits par la voie politique, ce qui leur fiche une sainte trouille. L'idée de l'affrontement leur fait pâlir les genoux. Ils sont des gestionnaires, ils doivent gérer la France comme une boutique, avec des raisonnements de boutique — de haut vol, il est vrai.

« Traïtons nos usagers comme des clients! » s'exclament à l'unisson les super-penseurs de la SNCF et, sur leur lancée, les voilà qui achètent des logiciels d'aéroports américains, lancent Socrate... patatras! Les trains n'ayant pas d'ailes, ils ne partent plus à l'heure, les voyages coûtent une fortune et les « clients » se rebiffent. Que faire? Dans un premier temps, souvenez-vous, nos

technos ont expliqué que tout allait bien, malgré les apparences. Puis, de guerre lasse, ils se sont résolus à changer un peu leurs méthodes, mais si peu... Encore une dizaine de catastrophes de ce genre, et ils proclameront peut-être qu'il faut traiter les usagers comme des usagers... Mais ce mot leur fait peur, il contient une menace : si ces usagers se mêlaient de vouloir user de leur langue et donner leur avis?

Autre pensée dominante : la religion du consensus.

J'ai toujours dit aux hauts fonctionnaires avec qui j'ai travaillé : « Je considère presque comme un devoir que vous me fassiez part de vos désaccords. Car celui qui décide seul au nom d'intérêts collectifs doit avoir le maximum d'informations. »

Hélas, on ne se refait pas. Ces technos sont à ce point respectueux de la hiérarchie qu'ils se comportent de façon exactement inverse. Effrayés à l'idée d'être à la source d'un désaccord, ils préparent soigneusement leurs dossiers, les bichonnent, les ficèlent, au point qu'ils ne présentent plus aucune aspérité. Cela s'appelle le consensus. Au besoin, les responsables d'un ministère se seront

CANNIBALES DE L'ÉTAT

mis d'accord avec ceux d'un autre pour que tout soit lisse et peaufiné. Tout est préférable à l'horrible conflit! Surtout, pas question de proposer un arbitrage, ce serait nier leur propre compétence...

Et cet objet consensuel arrive sur le bureau du ministre. Il n'a pas à se casser la tête, le cher homme, pour choisir entre plusieurs options : on ne lui en propose qu'une, la seule, la vraie, la bonne. Les autres sont gommées, éliminées, niées ou renvoyées dans les profondeurs des dernières pages, en tout petits caractères.

Et notre ministre signe, persuadé qu'il a choisi la meilleure solution. Quelquefois, ça fonctionne, quelquefois il reçoit le plafond lambrissé sur la tête, avec le lustre en prime.

Viscéralement, profondément, le techno est un bourgeois libéral parisien. Tout ce qui se trouve à l'extérieur des boulevards des Maréchaux appartient à une sorte de jungle où vivent et se reproduisent des individus mal identifiés.

J'en veux pour exemple un texte de la Datar plutôt caractéristique :

« La diversité (de la province) est un atout pour jeter les bases d'une nouvelle société permet-

CANNIBALES DE L'ÉTAT

tant à la population de trouver des racines qui se sont peu à peu effacées, un atout pour restaurer une qualité de vie bien différente et bien supérieure à celle qu'on peut trouver en banlieue. »

Autrement dit, la banlieue, c'est la sous-qualité de vie. Et c'est vrai que certains technos, lorsqu'ils se risquaient à me rendre visite, dans le cadre de leurs fonctions, me donnaient l'impression de s'aventurer dans le pire des ghettos urbains des États-Unis. Banlieue égale Bronx. Difficile de leur expliquer qu'on puisse y vivre plutôt bien.

Heureusement, notre chère Datar a une solution pour assurer l'avenir de ces jeunes gens qui ont la malchance de hanter cette lointaine et dangereuse banlieue :

« La démolition d'une partie des cités de banlieue, leur remplacement par des villes à taille humaine permettra de favoriser une réelle mixité de la population, elle contribuera à donner du travail aux exclus mêmes, le bâtiment étant une des activités leur permettant de trouver un emploi grâce à l'installation dans ces quartiers dits sensi-

CANNIBALES DE L'ÉTAT

bles de formations rapides aux métiers du BTP. »

Et voilà, tout est résolu, on va mettre tous ces exclus dans le bâtiment : allez, qu'ils prennent une truelle, qu'ils touillent le ciment, ces zonards, c'est la seule chose qu'ils soient capables de faire! Cela fait un peu penser aux fameux chantiers nationaux du Badinguet de sinistre mémoire...

Peu à peu, les jeunes loups de la techno sont sortis de leur épaisse forêt pour occuper le champ du politique. Et les cabinets des ministres ont peu à peu cessé d'être le reflet de la volonté politique du ministre pour devenir des structures administratives.

Je me suis parfois demandé comment on était ainsi passé des hauts fonctionnaires de la III^e République, imprégnés du sens de l'État et fidèles serviteurs du politique, au phénomène que l'on vit actuellement, celui de la toute-puissance de la haute administration au détriment du politique.

Je crois qu'une bonne partie de l'explication réside dans le fait que nos institutions sont nées dans un contexte historique bien particulier. À la Libération, de Gaulle considérait que le patronat

CANNIBALES DE L'ÉTAT

avait un peu trop flirté avec Vichy, que l'Administration était très infiltrée par la SFIO et que la CGT, communiste, constituait un danger pour sa politique. Comme il se méfiait également du Parlement, il s'est dit, en bon militaire : « Comme je ne pilote rien, je vais créer mes propres outils. » Il a donc décidé de contourner les corps intermédiaires traditionnels de la société en créant les grandes administrations de mission et une industrie d'État, sous les ordres directs de l'exécutif.

Ainsi est née et s'est développée une forme particulière de gestion de l'État. La Datar, les DTA, par exemple, ont équipé la France en électricité, en transport, en construction. On fonctionnait dans une pensée massifiée : les grands équipements, les grandes autoroutes, les grands barrages... Pour organiser tout cela, on a créé une usine à grands commis, l'ENA.

Cet appareil vertical, hiérarchisé, administratif, quelque peu méprisant envers le suffrage universel, possédait néanmoins une notion très profonde du service public. On y cultivait une haute idée de l'intérêt de l'État. Servir l'État était la cause la plus noble dans l'échelle des valeurs. Ces grands commis étaient un peu les hussards noirs de la nouvelle République.

Vint le pompidolisme, consacrant la mainmise

CANNIBALES DE L'ÉTAT

des banques sur un État souhaité encore fort, certes, mais fort au service des forts, autrement dit des riches. Puis ce fut le giscardisme avec sa vague du tout-libéral crachant sur l'État-providence. Les grands plans nationaux furent jetés aux oubliettes. Certains y sont restés.

Cette vague continue de rouler, même si beaucoup se rendent compte qu'elle génère par nature de plus en plus de crises, de plus en plus d'inégalités. La pensée libérale, insidieusement, s'est emparée de la haute administration. On tend à mesurer l'efficacité à l'aune de la rentabilité. Et c'est ainsi que la fonction publique a perdu une bonne partie de son âme.

En mai 1981, les nouveaux venus au pouvoir cultivaient l'idéologie de l'État au service des plus faibles, mais se sont pris la déferlante libérale dans la gueule et ont surfé sur cette vague, tant bien que mal. Quand le libéralisme pur et dur a commencé à donner les signes de son incapacité à résoudre les problèmes sociaux, la droite bonapartiste et traditionnelle, revenue aux affaires, a refait son beurre en célébrant un État fort, bien entendu au service des forts, reprenant la pratique pompéienne.

Notre Administration tient à présent, ouvertement, des raisonnements de boutiquiers. Au

CANNIBALES DE L'ÉTAT

ministère du Logement, par exemple, nombre de hauts fonctionnaires raisonnent comme s'il était toujours le ministère de la Construction. Le lobby BTP y règne. Le but suprême est de couler du béton. L'idée que le logement soit lié au développement de la personne, qu'être logé est un droit qui devrait être accessible au plus grand nombre, leur paraît surprenante et même quelque peu incongrue. Un immeuble, une maison sont des biens marchands comme les autres.

Leur credo est l'efficacité, la compétitivité. Les indices de performance sont uniquement basés sur les critères économiques traditionnels, pour la simple raison qu'on n'a pas encore inventé l'indice de performance au service du public. Il faudra un jour leur apprendre à ne pas mesurer la santé d'une économie simplement en observant le PIB mais en s'interrogeant sur la façon dont les individus se développent et se réalisent — culture, formation, santé...

Mais il ne semble pas que l'évolution se fasse en ce sens. La majorité des élèves de l'ENA ne font plus carrière dans le secteur public mais cherchent des emplois dans le privé — sans pour autant rembourser leurs études, comme la loi l'exige partout. C'est un signe qui ne trompe pas. Mais cette médaille a son revers : la logique de l'entre-

prise privée les oblige à changer d'attitude. Ils ne peuvent plus se cacher désormais derrière le sacro-saint « je représente l'intérêt général, je parle au nom de l'intérêt supérieur du pays, j'ai donc raison même si les faits me donnent tort ». Ils doivent faire leurs preuves, mouiller leur chemise de soie et, disons-le trivialement, rapporter de l'argent à leurs employeurs. La crise aidant, beaucoup se retrouvent fauchés dans la fleur de l'âge par cette mitraille d'un style nouveau (pour eux...) qu'est le chômage.

La haute techno a aussi envahi les cabinets politiques. Je n'y ai pas échappé moi-même : quand j'ai été nommée ministre, j'ai d'abord fait entrer dans mon cabinet un certain nombre de personnes qui n'avaient jamais appartenu à l'Administration mais dont je connaissais les qualités humaines et politiques. Puis on m'a expliqué qu'un ministre du Logement était obligé d'avoir dans son cabinet un membre de l'école des Ponts, sinon il n'est pas respecté dans la maison. Pour les mêmes raisons, il lui faut un énarque.

Sachant que je n'étais là que pour un an et comme il fallait aller vite pour intervenir au maximum, sans perdre de temps à déchiffrer les

arcanes et les mystères de l'univers bureaucratique, j'ai choisi ces deux collaborateurs des hommes du sérail. Issus des mêmes écoles que ceux des autres ministères et des hautes administrations, ils avaient un langage commun. C'était autant de gagné. Je ne l'ai d'ailleurs pas regretté, car j'ai découvert leurs qualités humaines. Au sein d'un système aberrant, j'avais eu la chance de faire le bon choix...

Le cocktail entre gens connaissant la maison et gens qui décoiffent – politiques, associatifs – a bien fonctionné. Mais politiquement, je suis restée dans ma ligne, je n'ai pas cédé un pouce de terrain aux offensives douces et répétées des technos, qu'ils appartiennent à mon cabinet ou à celui de mes collègues.

D'où j'en ai déduit que le pouvoir politique, à l'intérieur des ministères comme ailleurs, ne s'use que si l'on ne s'en sert pas et que la techno recule face à une âme bien trempée...

Mais au cours de cette brève fonction, j'ai aussi rencontré des technos heureux. Heureux de l'être. J'ai fait la connaissance, dans les services habitats de certaines DDE, d'hommes et de femmes passionnés par leur boulot, qui travaillent dur à la mise en œuvre du logement pour les plus démunis et prennent les problèmes à bras-le-corps. Mais ils

CANNIBALES DE L'ÉTAT

vivent dans des sortes de sphères autonomes et quand un ordre leur arrive d'en haut, ils doivent tout de même l'exécuter.

L'esprit techno n'a pas seulement envahi les cabinets politiques : il sévit à présent à l'intérieur des partis. Là encore, il a empli un vide, dû à l'absence de militantisme. Autrefois, un syndicaliste, un militant, étaient formés par la lutte et se voyaient confier des responsabilités politiques. À présent, bon nombre de responsables d'appareils et d'élus sont issus de la techno. N'insistons pas sur le nombre de responsables politiques de tous bords issus de l'ENA, c'est un phénomène bien connu.

Une telle source unique est porteuse de dangers, comme l'était une trop forte majorité d'avocats chez les parlementaires de la III^e République finissante.

Ces dangers ne peuvent être combattus que par une réforme fondamentale de nos structures politiques.

CHAPITRE 9

De V à VI